

## ***Compte-Rendu du Conseil Municipal du 21 février 2008***

**Nombre d'élus :19**

**En fonctions : 18**

**Présents : 11**

***Sous la présidence de M. STRAUB, Maire***

**Etaient présents:** M. NICOLAY - QUINIO – INFANTI - Mme ANTONIADIS - Adjoint.

Mmes GAUGIN – ANTOINE -

M. DHIOS - M. OMINETTI - GRETHEN - FLORI - Conseillers.

**Absents excusés :** Mme PEUTOT procuration à Mme GAUGIN

M. KAUFFER procuration à M NICOLAY

M. VINCENT procuration à M. le Maire

**Absents :** Mmes KASSAM -. MAHIEU - M. BOYER - NEYHOUSER

**Date d'envoi de la convocation : 14 février 2008**

***Secrétaire de séance : Monsieur FLORI***

### **Ordre du Jour**

1. Approbation du compte-rendu du Conseil Municipal du 10 janvier 2008.
2. Compte Administratif et Compte de Gestion 2007
3. Affectation du résultat 2007.
4. Révision du Plan d'Occupation des Sols – Projet de Plan Local d'Urbanisme : bilan de la concertation avec la population.
5. Personnel Communal : Modification du tableau des effectifs.
6. Aliénation de terrains
7. Droit de préemption urbain
8. Divers

### **1) APPROBATION DU COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL 10 JANVIER 2008**

Aucune remarque n'ayant été formulée, le compte rendu du Conseil Municipal du 10 janvier 2008 est approuvé.

## 2 A) COMPTE ADMINISTRATIF 2007

**Rapporteur : Monsieur le Maire – Monsieur QUINIO**

M. le Maire rappelle au Conseil que chaque membre a été destinataire du compte administratif 2007 de la Commune et est en possession d'une copie des résultats budgétaires de l'exercice et du résultat d'exécution du budget 2007 prélevés dans le compte de gestion afin de pouvoir constater la concordance des écritures comptables.

Monsieur le Maire commente les résultats du compte administratif :

### **Résultat de l'exercice**

#### **Section de fonctionnement**

- Recettes 1 666 049,84 €
- Dépenses 1 450 761,91 €

**Excédent de fonctionnement : 215 182,35 €**

#### **Section d'Investissement**

- Recettes 803 431,30 €
- Dépenses 648 248,95 €

**Excédent d'Investissement : 155 182,35 €**

Monsieur le Maire quitte la salle et ne prend pas part au vote.

M. QUINIO demande au Conseil de bien vouloir se prononcer sur l'approbation de ce document présenté par Monsieur le Maire.

Le **Conseil Municipal**, sous la présidence de Monsieur QUINIO, après en avoir délibéré,

**approuve** le Compte Administratif 2007.

Adopté à l'unanimité.

## 2B) COMPTE DE GESTION 2007

**Rapporteur : Monsieur le Maire**

Le résultat d'exécution du Budget 2007 s'établit comme suit

	<b><i>Résultat à la clôture 2006</i></b>	<b><i>Part affectée à l'investissement</i></b>	<b><i>Résultat exercice 2007</i></b>	<b><i>Résultat clôture 2007</i></b>
<b><i>Investissement</i></b>	- 154 535,64	-	155 182,35	646,71
<b><i>Fonctionnement</i></b>	298 410,97	261 689,00	215 287,93	252 009,90
<b><i>Total</i></b>	143 875,33	261 689,00	370 470,28	252 656,61

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**approuve** le Compte de Gestion établi par le Trésorier Principal après avoir constaté la concordance de ses écritures avec celles du Compte Administratif.

Adopté à l'unanimité.

### 3) AFFECTATION DU RESULTAT 2007

**Rapporteur : Monsieur le Maire**

Monsieur le Maire invite l'Assemblée à statuer sur l'affectation du résultat de fonctionnement 2007 d'un montant de 252 009,90 €.

M. le Maire précise que, même si l'endettement a baissé, la situation reste précaire et notamment le fonds de roulement est très limité. En effet, le résultat de fonctionnement qui est affecté en priorité au besoin de financement de la section d'investissement, tient compte des dépenses engagées non mandatées de l'année précédente.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**décide** d'affecter le résultat de fonctionnement 2007 comme suit :

<b>Section d'Investissement</b> (compte 1068 du Budget Primitif 2008) :	<b>213 727,29 €</b>
<b>Section de Fonctionnement</b> (compte 002 du Budget Primitif 2008) :	<b>38 282,61 €</b>

Adopté à l'unanimité.

### 4) REVISION DU PLAN D'OCCUPATION DES SOLS – PROJET DE PLAN LOCAL D'URBANISME - BILAN DE LA CONCERTATION AVEC LA POPULATION

**Rapporteur : Monsieur le Maire**

Le 6 février 2006, le Conseil Municipal a décidé d'engager la mise en révision du Plan d'Occupation des Sols valant élaboration du Plan Local d'Urbanisme.

Cette démarche a pour objectif d'adapter le Plan d'Occupation des Sols pour prendre en compte les récentes évolutions réglementaires majeures :

- ⇒ La prescription du Plan de Prévention des Risques Inondations (PPRI) et mouvements de terrain approuvé en juillet 2005.
- ⇒ La Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) approuvée en juin 2007.

Ces deux servitudes ont fait l'objet de procédures distinctes et d'enquêtes publiques et sont désormais intégrées au Plan d'Occupation des Sols en vigueur.

D'autre part, d'autres documents ont été approuvés par la Communauté d'Agglomération Messine. Il s'agit du Plan de Déplacements Urbains (PDU) et du Plan Local de l'Habitat (PLH).

C'est cet ensemble de nouveaux documents et la volonté de mise en cohérence du POS qui ont motivé le Conseil Municipal dans sa décision de mise en révision du POS valant élaboration du PLU.

Le nouveau règlement doit s'appuyer sur un Projet d'évolution sur le long terme élaboré par la Municipalité en concertation avec la population. La délibération prise le 6 février 2006 avait fixé les objectifs de cette révision et précisé les modalités de la concertation.

Le premier document d'orientation, le PADD (Projet d'Aménagement et de Développement Durable) a été élaboré par la Commission d'Urbanisme assistée de l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Messine.

Le PADD s'est appuyé sur le diagnostic qui a dressé un « état des lieux » de la Commune au travers de thématiques sur :

- L'évolution urbaine et sociologique de la Commune.
- Le Plan de Déplacements Urbains (PDU) et le Programme Local de l'Habitat (PLH) de l'Agglomération Messine
- La compilation de toutes les réglementations et servitudes (PPR et ZPPAUP) applicables sur le ban de la Commune.

Demain, le document d'urbanisme qui sera désormais un Plan Local d'Urbanisme (PLU) devra être compatible avec l'ensemble de ces documents.

Un ensemble de dispositions ont été validées par M. le Maire sur proposition de la Commission d'Urbanisme :

- La protection des espaces naturels.
- L'inscription de voies et chemins aménageables.
- La définition d'orientations sur des zones pouvant être ouvertes à l'urbanisation.
- Les objectifs de mise en valeur des espaces publics.

Conjointement, un premier document graphique d'étude concernant le zonage a été élaboré.

Il a été décidé de présenter à la population le projet de PLU dans l'état, accompagné de ses documents en cours d'élaboration lors de deux réunions publiques.

Il a été décidé de tenir à la disposition des Sigéo-Castellois un cahier ouvert à l'accueil de la Mairie pendant toute la durée de l'élaboration et jusqu'à l'arrêt du projet PLU.

Une première annonce par voie de presse a permis de signaler ces réunions publiques de concertation. Le bulletin municipal distribué dans tous les foyers en a précisé et rappelé les principaux thèmes.

La première réunion s'est tenue le 2 mai 2007 à 18 h 30 Salle de l'Esplanade. A l'invitation de M. le Maire, 150 personnes (soit 10 % des Sigéo-Castellois) sont venus s'informer, ont participé, ont questionné et donné leur avis. Des panneaux ont été affichés (ils restent disponibles au secrétariat de la Mairie) et un diaporama a été présenté.

Cette remarquable assemblée montre l'intérêt portée au devenir de SCY-CHAZELLES. Après l'introduction de Monsieur le Maire, M. TISON a présenté le projet en cours et les documents de référence. Puis le public s'est exprimé soit pour poser des questions soit pour donner des avis.

Les principaux points évoqués ont été :

- Réglementations applicables dans les zones ND.
- Chemin piéton et cycliste entre la Voie de la Liberté et la rue de la Cheneau.
- La rue de la Passerine reste-t-elle une impasse.
- Possibilité de réaliser un équipement public dans la zone « Les Vignes ».
- Création de la voie cyclable « Charles le Téméraire ».
- Aménagement du Mont Saint Quentin.
- Manque de parkings et circulation de transit.
- Constructibilité de la zone 2NA (entre rue Pichon et rue de la Cheneau)
- Piétonisation des villages anciens.

Il a été convenu de reprendre et noter l'ensemble des questions abordées et de relancer une nouvelle réunion de concertation qui soit un apport de réponses et la vérification d'une bonne prise en compte des remarques des personnes.

Après une seconde annonce par la Presse, cette deuxième réunion de concertation s'est déroulée le 13 juin 2007 à 18 h 30 Salle de l'Esplanade. Elle a repris les mêmes supports et présenté les réponses aux questions initiales. Celles-ci seront détaillées lors de l'enquête publique.

Ce dispositif a permis de faire évoluer et relancer le débat sur le PADD, les objectifs de développement durable et d'environnement, les propositions de zonage du futur PLU, les répercussions d'ordre réglementaire qui seront prises en compte par la Commission d'Urbanisme pour la suite de l'élaboration du PLU.

Plus récemment, les nouvelles déclarations, autorisations de construction, d'aménagement ont conduit la Commission d'Urbanisme à reprendre les travaux plus particulièrement sur le contenu réglementaire du futur PLU.

Dans le cadre du respect des modalités d'application requises pour la mise en œuvre des lois SRU et LUH pour l'élaboration du PLU de notre Commune, M. le Maire demande au Conseil de valider ce bilan de la concertation.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**approuve** le bilan susdit.

Adopté à l'unanimité.

## 5) PERSONNEL COMMUNAL – MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

**Rapporteur : Monsieur NICOLAY**

Par suite de l'avis favorable de la Commission Administrative Paritaire du 30 janvier 2008 concernant le reclassement de Madame Nicole KERN ATSEM 2<sup>ème</sup> classe au grade d'ATSEM 1<sup>ère</sup> classe au 1<sup>er</sup> janvier 2008, il est proposé de modifier le tableau du personnel en conséquence.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**décide** de modifier le tableau du personnel comme suit :

**TABLEAU DES EFFECTIFS**

<b>GRADE</b>	<b>Nombre d'agents au précédent tableau des effectifs</b>	<b>Nombre d'agents au nouveau tableau des effectifs</b>	<b>Nombre d'agents en fonction</b>
Directeur Général des services	1	1	1
Attaché	1	1	0
Adjoint Administratif 1 <sup>ère</sup> classe	1	1	1
Adjoint Administratif 2 <sup>ème</sup> classe	4	4	3
Brigadier Chef	1	1	1
Agent de Maîtrise Principal	1	1	1
Adjoint technique principal 2 <sup>ème</sup> classe	1	1	1
Adjoint technique 2 <sup>ème</sup> classe	3	3	3
Adjoint technique 2 <sup>ème</sup> classe 31h30	1	1	1
Adjoint technique 2 <sup>ème</sup> classe 20 h	1	1	1
Adjoint technique 2 <sup>ème</sup> classe 10 heures	1	1	1
Adjoint technique 2 <sup>ème</sup> classe 15 heures	2	2	2
Adjoint technique 2 <sup>ème</sup> classe Juillet/Août	2	0	0
Adjoint technique 2 <sup>ème</sup> classe non titulaire	1	1	1
Adjoint du Patrimoine 2 <sup>ème</sup> classe	1	1	1
Adjoint d'Animation 2 <sup>ème</sup> classe	3	3	3
Agent spécialisé 2 <sup>ème</sup> classe des écoles maternelles	1	0	0
Agent spécialisé 1 <sup>ère</sup> classe des écoles maternelles	2	3	3
Contrat d'Accompagnement à l'Emploi	8	8	2
Contrat d'avenir	2	2	2
<b>TOTAL</b>	<b>38</b>	<b>38</b>	<b>28</b>

Adopté à l'unanimité.

## 6) ALIENATION DE TERRAINS

**Rapporteur : Monsieur le Maire**

Monsieur le Maire rappelle au Conseil que dans la délibération du 10 janvier 2008, il avait décidé de vendre les parcelles cadastrées section 8, n° 225 et 226 en partie à Messieurs THILL et RICHARD, pour un montant de 7 200 € l'are, après accord de ces derniers.

Monsieur THILL a fait parvenir un courrier en date du 2 février 2008 informant la Commune de la renonciation de M. RICHARD à acquérir une partie de la parcelle 225 (confirmation faite par M. RICHARD par fax).

M. THILL se porte donc acquéreur de cette dernière en sus au prix de 7 200 € proposé par la Commune.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **décide** de vendre les parcelles à M. THILL au prix de 7 200 € l'are.
- **prendra**, comme convenu, à sa charge les frais d'arpentage.
- **autorise** le Maire à signer l'acte de vente qui sera établi par un notaire à la charge de M. THILL.

Adopté à l'unanimité.

## 7) DROIT DE PREEMPTION URBAIN

**Rapporteur : Monsieur le Maire**

Monsieur le Maire informe le Conseil qu'il n'a pas fait application du droit de préemption urbain pour les biens suivants :

- |                       |  |  |
|-----------------------|--|--|
| ○ Bâtiment et terrain | chemin des Mages                             | section 8, parcelles n°171, n°172 et n°173 |
| ○ Atelier             | Voie de la Liberté                           | section 3, parcelles n°217                 |
| ○ Terrain             | section 2, parcelles n°111, n°113 et 2 4/110 |  |

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**prend acte** de la décision du Maire de ne pas faire application du droit de préemption urbain.

Adopté à l'unanimité.

## 8) DIVERS

### ➤ RASED – REPARTITION DES FRAIS DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT

**Rapporteur : Mme ANTONIADIS**

Mme ANTONIADIS rappelle au Conseil que le RASED (Réseau d'Aide Spécialisé aux élèves en difficulté) intervient dans les écoles de la Commune depuis plusieurs années.

Font partie de ce réseau, les communes de Moulins-lès-Metz, Augny, Montigny-lès-Metz et Scy-Chazelles. Jusqu'à présent, les frais étaient entièrement supportés par la commune de Moulins-lès-Metz.

Toutefois, à la demande de l'Inspection Départementale de l'Éducation Nationale, il est proposé aux communes une répartition des dépenses annuelles proportionnelle au nombre de classes concernées par le RASED.

Ce qui représente les taux de répartition suivants :

- |                     |      |
|---------------------|------|
| ➤ AUGNY             | 11 % |
| ➤ MONTIGNY lès METZ | 46 % |
| ➤ MOULINS-lès-METZ  | 28 % |
| ➤ SCY-CHAZELLES     | 15 % |

En 2008, le montant des dépenses est estimé à 2 608 € TTC au total (ce qui comprend l'achat d'un ordinateur et d'une imprimante, labyrinthe, une batterie de tests et du matériel de fonctionnement). La part revenant à la Commune de SCY-CHAZELLES est donc de 391 €.

Mme ANTONIADIS propose au Conseil d'approuver l'acquisition de ces équipements ainsi que la répartition de son financement entre les 4 communes.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **décide** de financer, dans le cadre du Budget Primitif 2008, les équipements susvisés pour un montant total de 2 608 € TTC.
- **accepte** la répartition des dépenses présentée ci-dessus.

Adopté à l'unanimité.

## ➤ **B. BILAN ANNUEL DE LA FOURNITURE DE GAZ NATUREL**

**Rapporteur : Monsieur DHIOS**

Monsieur DHIOS fait part à l'Assemblée du bilan annuel de nos contrats de fourniture de gaz naturel.

Entre 2006 et 2007, il a été observé une baisse de la consommation sur l'ensemble des points. Cela peut s'expliquer par un hiver doux mais également par l'installation d'une nouvelle chaudière au Groupe scolaire.

Monsieur QUINIO demande à ce que l'on intervienne auprès de GDF afin d'obtenir les degrés/jours et ainsi pouvoir avoir des explications plus précises sur cette baisse.

Puis, Monsieur DHIOS évoque la hausse des tarifs au 1<sup>er</sup> janvier 2008. En effet, le contexte énergétique mondial impacte fortement sur les coûts d'approvisionnement en gaz naturel. Le prix des produits pétroliers sur lequel est indexé le prix d'importation du gaz naturel a poursuivi sa hausse depuis début 2007.

Ceci conduit à une révision des tarifs réglementés de vente de gaz naturel, le prix du kWh pour un tarif du type B21, par exemple, a subi une hausse de 4,62 % et le tarif de type B1 une hausse de 4,16 %.

➤ En fin de séance, Monsieur le Maire précise qu'il ne désire pas faire un long discours compte tenu des circonstances. Il ajoute néanmoins «Je vous remercie pour votre collaboration. Nous avons fait du très, très bon travail. Merci ».

SCY-CHAZELLES, le 25 février 2008

Le secrétaire de séance  
André FLORI

Le Maire  
Jacques STRAUB